MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor

AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS
Liberté
Égalité
Fraternité

# BRÈVES SECTORIELLES
# États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-37 du 5 novembre 2026

# Sommaire

## Actualité de la « Team France »

L'Ambassadeur et l'équipe du SER se sont rendus à Houston du 21 au 23 octobre pour l'édition 2026 du Forum des CCE, qui réunissait une centaine de conseillers au commerce extérieur à l'Ismaili Center à Houston (Texas).

## Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis concluent un protocole d'entente technologique et industrielle avec la Finlande

## Climat – énergie – environnement

2. La Maison Blanche publie un rapport détaillant les effets positifs de la réforme du permitting
3. Le Département de l'Energie annonce plus de 230M$ d'investissements dans les chaînes d'approvisionnement du réseau électrique américain

## Transport et infrastructure

4. Le Secrétaire aux transports autorise la construction d'un terminal méthanier offshore de 8,2Md$ au Texas

## Industrie

5. La Maison Blanche réaffirme l'objectif d'une présence américaine permanente sur la Lune et prépare les prochaines étapes de l'exploration spatiale

## Distribution et divertissement

Brèves

## Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Achat public de près de 500 M USD, en soutien à l'agriculture américaine et à destination des plus démunis

## Numérique et innovation

Brèves

## Santé

7. Le Département du Travail publie une règle de transparence sur les gestionnaires de prestations pharmaceutiques (PBM)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, *ici*.

# Actualité de la « Team France »

L'Ambassadeur et l'équipe du SER se sont rendus à Houston du 21 au 23 octobre pour l'édition 2026 du Forum des CCE, qui réunissait une centaine de conseillers au commerce extérieur à l'Ismaili Center à Houston (Texas).





Autour de l'Ambassadeur Aurélien Lechevallier, de la présidente des CCE Sophie Sidos, de Business France, du Service économique régional et de plus d'une centaine de CCE, le Forum a été l'occasion **de rappeler que la diplomatie économique était une priorité pour les Acteurs de la Team France**, en direction de quatre principaux axes (i) communiquer sur les réussites des entreprises françaises aux Etats-

Unis, (ii) attirer des investissements américains en France via les efforts importants engagés sur l'attractivité par la Team France aux Etats-Unis, (iii) augmenter le nombre des VIE accueillis par les entreprises françaises, et (iv) poursuivre les efforts engagés en Amérique du Nord en direction des actions prioritaires à mener sur les verticales sectorielles identifiées comme les plus stratégiques.

Outre la réaffirmation d'une stratégie commune locale, le Forum a été l'occasion, autour de chefs d'entreprises français et américains, de journalistes, de consultants spécialisés et de professeurs d'université d'aborder divers enjeux d'actualité pour la relation franco-américaine dans des secteurs stratégiques :

- 🚀 La coopération spatiale franco-américaine
- ❤️ L'innovation en santé
- 🌎 Les enjeux commerciaux en Amérique du Nord, à travers une table-ronde sur l'USMCA et les relations commerciales entre les États-Unis, le Mexique et le Canada
- ⚡ Le positionnement de l'offre française aux Etats-Unis en matière d'énergie, de décarbonation et d'intelligence artificielle
- 🔒 Les enjeux de cybersécurité
- 🎨 Le développement du mécénat artistique

# Commerce et sanctions

## 1. Les Etats-Unis concluent un protocole d'entente technologique et industrielle avec la Finlande

Le 29 octobre, la Maison Blanche a annoncé la conclusion d'un protocole d'entente (*Memorandum of Understanding,* MoU) avec la Finlande, destiné à renforcer leur coopération technologique et industrielle. L'accord, non contraignant juridiquement, couvre notamment l'intelligence artificielle, les télécommunications 5G et 6G, le quantique, les semi-conducteurs, l'énergie, les biotechnologies et les technologies spatiales, ainsi qu'une coopération accrue dans les technologies arctiques et la modernisation des capacités de construction navale.

### Brèves

- Le 2 novembre, le Représentant américain au commerce (USTR) J. Greer a publié une déclaration concernant l'intention de D. Trump de mettre fin à l'accès préférentiel au marché

américain permis par l'AGOA pour l'Afrique du Sud et le Rwanda au début de l'année prochaine. J. Greer avance que l'examen annuel d'éligibilité a établi que ces deux pays ne remplissaient pas les critères prérequis : pour l'Afrique du Sud, premier bénéficiaire du programme, sont invoqués les obstacles au commerce et à l'investissement, la corruption et des menaces pour la sécurité nationale ; pour le Rwanda, l'État de droit, le pluralisme politique et les droits des travailleurs.

- Le 28 octobre, les Etats-Unis ont ajouté le chinois BGI Group, ainsi que MGI Tech et Shenzhen BGI Technology, à la liste des entités dans le cadre de la loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours (*Uyghur Forced Labor Prevention Act* – UFLPA). Les entreprises sont accusées d'avoir mené au Xinjiang des tests génétiques facilitant la surveillance et la répression des minorités ethniques.

# Climat – énergie – environnement

## 2. La Maison Blanche publie un rapport détaillant les effets positifs de la réforme du *permitting*

La Maison Blanche a publié le 28 octobre une publication du *Council of Economic Advisers* (CEA) détaillant les effets bénéfiques d'une réforme du *permitting* pour l'économie américaine et les ménages, telle que la prévoit le *Bipartisan American Affordability and Jobs Act* (BAAJA), projet de loi présenté au Sénat avant les élections de mi-mandat. Le rapport cherche à mesurer les effets qu'aurait l'instauration de délais contraignants pour l'instruction par l'administration des évaluations environnementales réalisées conformément au *National Environmental Policy Act* (NEPA). La durée d'instruction des « *environmental impact statements* » (EIS), les études d'impact les plus complètes, serait plafonnée par la loi à 2 ans, contre 4,2 ans en moyenne actuellement. Selon le CEA, cette réduction permettrait à long terme de :

- Augmenter le PIB de 0,28 % à 0,56 % (soit une production supplémentaire comprise entre 82 et 164 Mds$ par an) ;
- Augmenter les recettes fiscales annuelles de 14 à 28 Mds$ ;
- Augmenter les salaires réels de 306 à 637 dollars par an pour un ménage moyen ;
- Réduire les factures d'électricité de 178 à 251 dollars par an pour un ménage moyen ;

- Réduire les autres dépenses de 125 à 176 dollars par an pour un ménage moyen.

Le rapport estime qu'une réduction des délais d'instruction à 1 an accroîtrait encore ces bénéfices.

## 3. Le Département de l'Energie annonce plus de 230M$ d'investissements dans les chaînes d'approvisionnement du réseau électrique américain

Le Département de l'Energie (DOE) a annoncé le 30 octobre une enveloppe de financement fédéral de 237 M$ destinée à renforcer les capacités de production industrielle américaines et les chaînes d'approvisionnement en composants essentiels au réseau électrique. Ces investissements s'inscrivent dans le cadre du programme *Grid Supply Chain Alternatives to Lead Energy Dominance* (Grid SCALED), qui est habilité à octroyer jusqu'à 375 M$. Ils soutiendront deux types de projets i) jusqu'à 50 M$ pour la remise en état et la réutilisation d'équipements existants, et ii) jusqu'à 187 M$ pour développer l'utilisation de matériaux et composants alternatifs fabriqués aux États-Unis. Ces financements devraient générer 125 M$ d'économies annuelles pour les services publics en charge de la fourniture de l'électricité, et maintenir 50 M$ par an dans l'économie américaine en réduisant d'autant les achats auprès de fournisseurs étrangers. Ces investissements visent à renforcer la fiabilité du réseau électrique, à positionner les Etats-Unis comme un leader mondial dans les technologies de pointe et à accroître les capacités manufacturières du pays. D'autres financements sont prévus en 2027, notamment pour les technologies de nouvelle génération.

## Brèves

- Le Département de l'Intérieur (DOI) a publié le 28 octobre une analyse de ses recettes provenant de l'exploitation des ressources énergétiques et minérales présentes sur les terres fédérales au titre de l'année fiscale 2026. Celles-ci atteignent 21,8 Mds$, soit le deuxième meilleur résultat de son histoire. Ces recettes sont ensuite redistribuées, principalement au Trésor fédéral (7,53 milliards), aux Etats concernés (6,68 milliards) et au *Reclamation Fund* (fonds fédéral dédié aux infrastructures hydrauliques - 5,1 milliards). Le DOI rappelle que le *Working Families Tax Cut Act ou One Big Beautiful Bill Act* a augmenté les plafonds de redistribution des recettes vers les Etats du Golfe du Mexique, les faisant passer de 500 M$ à 650 M$ jusqu'en 2034. Le secrétaire de l'Intérieur Doug Burgum a déclaré : « *Les Américains constatent les avantages concrets de*

*la politique menée par l'administration Trump en faveur de la suprématie énergétique américaine* ».

- Le Département de l'Energie (DOE) a annoncé le 29 octobre l'attribution de contrats portant sur un échange de 40 millions de barils de pétrole de la Réserve Stratégique de Pétrole (SPR), dans le cadre de la mise en œuvre de la libération de 172 millions de barils de pétrole brut américain, qui contribue à l'opération coordonnée de mise sur le marché de 400 millions de barils par les pays membres de l'Agence Internationale de l'Energie. Les entreprises bénéficiaires devront restituer ces volumes, auxquels s'ajouteront des quantités supplémentaires, permettant ainsi de réapprovisionner la SPR à hauteur de 216 millions de barils au total, dont 44 millions de barils supplémentaires, à partir du début de l'année prochaine, sans coût additionnel pour les contribuables américains.
- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a annoncé le 30 octobre qu'elle renonçait à élaborer des méthodes d'estimation des émissions atmosphériques des élevages en claustration, mettant ainsi fin à l'accord de conformité de 2005 et aux travaux engagés dans ce cadre. Des études étaient menées depuis 2005 afin d'évaluer les émissions d'ammoniac, de sulfure d'hydrogène, de particules en suspension et de composés organiques volatils de ces installations, dans la perspective d'élaborer des méthodes permettant aux exploitations de se conformer au Clean Air Act. L'EPA estime que les données collectées entre 2005 et 2007 sont trop anciennes et trop limitées pour permettre l'établissement de méthodologies fiables. L'Agence affirme ainsi vouloir mettre fin à l'incertitude réglementaire pesant sur les agriculteurs et leur éviter de nouvelles contraintes administratives, tout en réaffirmant son engagement en faveur d'un air propre pour tous les Américains.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a publié le 3 novembre une étude indiquant qu'au deuxième trimestre 2026, les quantités mondiales de pétrole brut traitées par les raffineries ont fortement diminué de 4,8 millions de barils par jour (b/j) (soit – 6%), principalement en raison du conflit au Moyen-Orient et de la fermeture du détroit d'Ormuz. Les principales conséquences par région sont les suivantes :

  - Asie : la Chine a enregistré une baisse de 2,1 millions de b/j au deuxième trimestre 2026, suivie d'une diminution supplémentaire de 0,8 million de b/j au troisième trimestre 2026. En Inde, en Corée du Sud et au Japon, le recul cumulé a

dépassé 1 million de b/j au deuxième trimestre 2026, avant un rebond de 0,8 million de b/j au troisième trimestre 2026 ;

- Moyen-Orient : au deuxième trimestre 2026, les quantités de pétrole brut traitées ont diminué de 0,7 million de b/j au Koweït, de 0,7 million aux Émirats arabes unis, de 0,3 million en Arabie saoudite et de 0,2 million en Iran. Ces quatre pays ont ensuite enregistré une reprise cumulée de 0,4 million de b/j au troisième trimestre 2026 ;

- Russie : les attaques contre les infrastructures pétrolières ont entraîné une baisse des quantités raffinées de 0,6 million de b/j au deuxième trimestre 2026, puis de 0,8 million de b/j supplémentaires au troisième trimestre 2026. L'EIA précise que la diminution des exportations de gazole a accentué les tensions sur le marché mondial et contribué à la hausse des prix, qui ont atteint en septembre leurs niveaux nominaux les plus élevés jamais enregistrés ;

- États-Unis : contrairement aux autres grandes régions, les quantités de pétrole brut traitées ont augmenté de 0,5 million de b/j au deuxième trimestre 2026, puis de 0,5 million de b/j supplémentaires au troisième trimestre 2026. Les États-Unis ont également accru leurs exportations de produits raffinés pour compenser les ruptures d'approvisionnement mondiales.

# Transport et infrastructure

## 4. Le Secrétaire aux transports autorise la construction d'un terminal méthanier offshore de 8,2Md$ au Texas

Le 28 octobre, la Maritime Administration (MARAD) a approuvé la demande de licence pour la construction du terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) offshore ST LNG, au large de Matagorda, au Texas. D'un investissement estimé à 8,2 Md$, le projet devrait accroître de 7 à 9 % les capacités américaines d'exportation de GNL et générer 2 000 emplois pendant la construction, puis jusqu'à 855 emplois permanents. La mise en chantier est prévue en 2027, pour une mise en service en 2029. Cette autorisation intervient dans le cadre de la réforme de la procédure d'octroi des licences pour les terminaux offshores, dont la gestion a été transférée à la MARAD, auparavant assurée par les garde-côtes américains (*US Coast Guard*). Comme indiqué par le Département des Transports (DOT), cette nouvelle organisation a permis de réduire de 70 % les délais d'instruction du projet, dont l'évaluation environnementale a été finalisée en 410 jours, soit près de 3,7 ans de moins que la moyenne

historique. Selon le Secrétaire aux Transports, S. Duffy, « *Ce projet permettra de libérer le potentiel énergétique américain, en garantissant une demande croissante pour les abondantes ressources en gaz naturel du Texas et pour les hommes et les femmes qui les extraient. La construction de ce terminal portuaire de dernière génération (…) consolidera la position des États-Unis comme premier exportateur mondial d'énergie* ».

## Brèves

- Le 29 octobre, le Secrétaire aux Transports a annoncé l'attribution de 1,01 Md$ à 297 projets dans les 50 États des Etats-Unis, à Porto Rico et dans les territoires tribaux, dans le cadre du programme fédéral *Safe Streets and Roads for All* (SS4A). Ces financements visent à améliorer la sécurité routière, notamment par la sécurisation des intersections dangereuses, la suppression de passages à niveau, le développement des capacités de stationnement pour poids lourds et le renforcement des services d'urgence. L'enveloppe comprend notamment 335 M$ consacrés à l'amélioration de la prise en charge des victimes d'accidents, dont le développement des capacités de transfusion sanguine préhospitalière. Ce programme de subventions, piloté par le Département des Transports (DOT) avec le concours de la *Federal Highway Administration* (FHWA), de la *National Highway Traffic Safety Administration* (NHTSA), et de la *Federal Transit Administration* (FTA), finance à la fois des études et plans d'action en matière de sécurité routière et des projets d'investissement.
- Le 30 octobre, la Floride a réalisé ses premiers vols de démonstration dans le cadre du programme fédéral *eVTOL Integration Pilot Program* (eIPP), lancé en mars 2026 par le Département des Transports (DOT). Menés par le département des transports de Floride (FDOT), en partenariat avec *Joby Aviation* et *BETA Technologies*, ces essais ont permis de tester des vols de démonstration au-dessus de la baie de Tampa, notamment pour le transport de passagers et de marchandises. Les appareils électriques de Joby (S4) et BETA (ALIA CX300) ont notamment reproduit le trajet du premier vol commercial régulier de passagers de 1914 entre St. Petersburg et Tampa. La Floride devient ainsi le septième site à engager des expérimentations dans le cadre de l'eIPP, qui compte huit projets couvrant 28 États. Ceux-ci visent à tester différentes applications de la mobilité aérienne avancée : taxis aériens, transport régional, logistique, interventions médicales et aéronefs autonomes. Les données recueillies doivent

notamment contribuer à l'élaboration par la FAA de futures normes de sécurité et à l'intégration de ces nouveaux appareils dans l'espace aérien américain.

- Le 30 octobre, le Département des Transports (DOT) a annoncé l'attribution de 1,24 Md$ à 91 projets dans 37 États, dans le cadre du programme fédéral *Railroad Crossing Elimination* (RCE), piloté par la *Federal Railroad Administration* (FRA). Ces financements visent à supprimer les points de conflit entre routes et voies ferrées, notamment par la fermeture de passages à niveau, la construction de franchissements dénivelés et la modernisation des systèmes de signalisation. Parmi les principaux projets figurent la suppression de trois passages à niveau à Kansas City (72 M$), la construction d'un passage dénivelé à Fort Worth, au Texas (46 M$), et la modernisation de la signalisation de 31 passages à niveau à risque en Géorgie (31,7 M$).

# Industrie

## 5. La Maison Blanche réaffirme l'objectif d'une présence américaine permanente sur la Lune et prépare les prochaines étapes de l'exploration spatiale

Le 3 novembre, le président Donald Trump a publié une *proclamation intitulée The American Declaration of Freedom in Space*, réaffirmant les ambitions américaines en matière d'exploration et d'exploitation de l'espace. Le texte fixe notamment comme objectif le retour d'astronautes américains sur la Lune d'ici 2028 et l'établissement d'une présence américaine permanente sur sa surface. Il prévoit également de poursuivre le développement des capacités nécessaires à l'exploration de Mars, avec l'objectif qu'un Américain soit le premier humain à poser le pied sur la planète. La proclamation mentionne la poursuite du programme Artemis, après la mission Artemis II réalisée en avril 2026, et annonce qu'Artemis III doit conduire à une campagne d'essais en vol à l'été 2027. Le texte réaffirme par ailleurs le soutien de l'administration au développement d'une industrie spatiale commerciale compétitive, à l'exploitation des ressources spatiales et au renforcement de la supériorité américaine dans l'espace, notamment à des fins de sécurité nationale. Il présente l'exploration, le développement et l'utilisation de l'espace comme ouverts aux citoyens américains, dans le respect du droit américain et des engagements internationaux des États-Unis.

### Brèves

- Le 3 novembre, le groupe américain Analog Devices (ADI) a annoncé avoir finalisé l'acquisition d'Alif Semiconductor, entreprise spécialisée dans la conception de microcontrôleurs et de processeurs intégrant des fonctionnalités d'intelligence artificielle. Cette opération permet à ADI, fabricant de semi-conducteurs spécialisé dans les technologies analogiques, numériques et de traitement du signal, d'intégrer les technologies d'Alif à son portefeuille de composants électroniques. Les solutions de cette dernière sont notamment destinées aux applications industrielles, aux infrastructures de centres de données, à la défense, à l'énergie, à la robotique et aux dispositifs médicaux connectés. L'intégration des deux portefeuilles doit notamment permettre de développer des composants capables de traiter localement des données et des fonctions d'IA, avec des contraintes réduites de consommation énergétique et de latence.

# Distribution et divertissement

### Brèves

- Le 3 novembre, le groupe américain Skydance, issu du rapprochement entre Paramount et Warner Bros. Discovery finalisé en octobre, a annoncé une réorganisation de ses activités de distribution audiovisuelle. Sarah Bergman, précédemment vice-présidente exécutive chargée de la distribution des chaînes et des services de streaming chez Warner Bros. Discovery, et Mickey Carter, responsable de la distribution américaine chez Paramount, prendront conjointement la direction de ces activités. Sept autres cadres ont été nommés à des fonctions de direction, tandis que huit dirigeants des deux groupes quitteront l'entreprise. La réorganisation concerne notamment les équipes chargées de négocier la distribution des chaînes et des contenus auprès des opérateurs du câble, du satellite et des plateformes de streaming. Le groupe prévoit par ailleurs de réaliser au moins 6 Md USD d'économies à la suite de la fusion.

# Agriculture et industrie agroalimentaire

## 6. Achat public de près de 500 M USD, en soutien à l'agriculture américaine et à destination des plus démunis

L'*U.S. Department of Agriculture* a annoncé son intention d'acheter des denrées issues de l'agriculture américaine à hauteur de 472,5 M USD, pour être redistribuées par le réseau caritatif ou être intégrées à des programmes d'assistance alimentaire. Les achats sont effectués au titre de la "Section 32", dotation permanente qui, depuis 1935, consacre l'équivalent de 30% des recettes douanières annuelles au soutien du secteur agricole par le biais de l'achat de produits excédentaires. Cette action aide à stabiliser les marchés agricoles et les marchés de matières premières lors de périodes de déséquilibre, bénéficie à tout type de production agricole, quelle que soit la région de production, et enfin soutient les emplois ruraux, connexes à la production agricole en tant que telle (transformateurs, conditionneurs, transporteurs...). Les denrées achetées par l'USDA sont ensuite insérées aux programmes d'assistance alimentaire (dont le *Supplemental Nutrition Assistance Program* – SNAP), et constituent en soi un élément substantiel du filet de sécurité alimentaire national. Cette année, l'USDA achètera – entre autres – pour 165,5 M USD de produits laitiers, 86 M USD de légumineuses (pois chiches et lentilles), et 61 M USD de viandes (volailles et porc).

## Brèves

- Huit nouvelles entreprises américaines de transformation des viandes (viande rouge et viande de volailles) ont fait le choix d'étiqueter leurs denrées "*Product of USA*" (POTUSA), dénomination attestant que les produits sont issus d'animaux élevés, abattus et transformés sur le sol américain. A ce jour, 30 entreprises américaines, du secteur de la viande et de la production d'œufs, ont fait le choix d'adopter cette démarche volontaire, insufflée par l'USDA en début d'année et intitulée "*Tastes like Freedom*". L'initiative POTUSA complète le programme SPUR ("*Strengthening Processing for U.S. Ranchers*") de l'USDA, un investissement de 500 M USD lancé en juin 2026 pour aider les petites et moyennes entreprises de la viande à se maintenir et à vendre sur le marché domestique.
- Au titre de l'initiative "*Closer To Zero*", la *U.S. Food and Drug Administration* (FDA) a récemment publié un projet de

directives portant sur la teneur en cadmium dans les aliments pour nourrissons. Les niveaux varient ainsi de 10 parties par milliard (ppb), pour les fruits et légumes (hors carottes), à 20 ppm pour les yaourts ; la teneur admissible peut même atteindre les 45 ppb, pour les céréales sèches. Les teneurs contenues dans le projet de directives sont avant tout des recommandations pour les entreprises, et ne peuvent être interprétées comme des exigences. Les plafonds prévus par la réglementation de l'Union européenne sont eux compris entre 5 ppm et 40 ppm, selon le type de produit destiné à des nourrissons ou enfants en bas âge.

- Le 28 octobre, le SER organisait un séminaire sur les réseaux publics-privés en santé animale, à l'instar du Réseau Français de Santé Animale (RFSA) prévalant en France. Cette initiative réunissait des représentants des autorités sanitaires américaines, des organisations vétérinaires du monde agricole et de l'industrie de la santé animale, autour des enjeux de coopération et de prévention des risques sanitaires. Le président du Syndicat de l'Industrie du Médicament et du Diagnostic Vétérinaire (SIMV), Jean-Louis HUNAULT, a mis en lumière l'expérience française en matière de partenariat public-privé, fondé sur le dialogue entre les pouvoirs publics, la recherche, les acteurs de terrain et les industriels.




# Numérique et innovation

## Brèves

- Le 29 octobre, le secrétaire d'État Marco Rubio et la ministre finlandaise des affaires étrangères, Elina Valtonen, ont signé à Washington un protocole d'accord (*memorandum of*

*understanding*) instituant un *Technology Prosperity Deal*. Il couvre notamment l'IA, la 5G et la 6G, l'informatique quantique, le nucléaire, l'espace et les technologies arctiques. Le texte ne crée aucune obligation juridique et n'engage aucun financement. Il fait suite à des accords comparables conclus avec le Royaume-Uni, le Japon et la Suède.

- Le 29 octobre, la *Federal Communications Commission* (FCC), régulateur des télécommunications également chargé d'autoriser la mise sur le marché des appareils émettant des radiofréquences aux États-Unis, a voté l'exclusion des laboratoires d'essai situés en Chine continentale des tests de conformité préalables à cette autorisation. À compter de décembre 2028, seuls seront reconnus les laboratoires établis aux États-Unis ou dans des pays accordant un traitement réciproque aux laboratoires américains (reciprocal economies). La mesure couvre notamment les téléphones, caméras et ordinateurs. Selon son président, Brendan Carr, 82 % des appareils électroniques ont été testés en Chine en 2025, contre moins de 4 % aux États-Unis.
- Le 31 octobre, à Atlanta, les ministres des Affaires étrangères du Quad (États-Unis, Australie, Inde, Japon) ont annoncé plus de 85 M$ « d'assistance technique et financière » pour favoriser l'accès à une SI (*Superintelligence*) « de confiance » dans l'Indo-Pacifique. Ils ont également lancé un travail d'identification des goulets d'étranglement (chokepoints) dans les chaînes d'approvisionnement des semi-conducteurs et de l'IA. Au-delà de l'IA, le communiqué couvre un large spectre de coopérations technologiques, de la cybersécurité aux télécommunications sécurisées, ainsi que les minerais critiques, pour le recyclage desquels les États-Unis consacreront 10 M$ en Inde et dans les pays de l'ASEAN. Il exprime enfin de « graves préoccupations » face à la coercition économique, notamment par des restrictions arbitraires à l'exportation, et aux politiques non marchandes génératrices de surcapacités, sans nommer la Chine.
- Le 2 novembre, Marvell, qui conçoit notamment des puces sur mesure pour Amazon, Microsoft ou Google ainsi que des puces de connectivité pour centres de données, a annoncé le rachat de Lumentum, spécialiste des composants optiques reliant les serveurs. L'opération sera entièrement payée en actions, à raison de 4,5 actions Marvell par action Lumentum, ce qui valorise Lumentum à 115 Md$ (valeur d'entreprise), avec une prime d'environ 24 %. Les actionnaires de Marvell détiendront environ 67 % du nouvel ensemble. Les deux

groupes mettent en avant les limites du cuivre face aux besoins de débit de l'IA, qui poussent les centres de données vers l'optique. La finalisation est attendue au premier semestre 2028, sous réserve de l'accord des actionnaires et des autorités de régulation.

# Santé

## 7. Le Département du Travail publie une règle de transparence sur les gestionnaires de prestations pharmaceutiques (PBM)

Le 29 octobre, le Département du Travail (DOL) a publié une règle finale imposant aux gestionnaires de prestations pharmaceutiques (*pharmacy benefit managers*, PBM) de nouvelles obligations de transparence à l'égard de leurs clients employeurs. Selon cette règle, qui doit entrer en vigueur en juillet 2027, les PBM devront désormais communiquer à leurs clients une série de données de rémunération jusqu'ici opaques, notamment les remises (*rebates*) négociées avec les laboratoires pharmaceutiques, et les écarts de prix (*spread pricing*), c'est-à-dire la différence conservée par le PBM lorsque le régime d'assurance verse davantage pour un médicament que ce que le PBM reverse effectivement à la pharmacie. Ces informations devront être transmises lors de la négociation ou du renouvellement des contrats, puis tous les six mois. Les employeurs disposeront par ailleurs d'un droit d'audit annuel. En cas de non-conformité, les PBM s'exposent à des pénalités financières et à la possible invalidation de leur contrat.

Le DOL estime que la règle s'applique aux grands régimes d'assurance santé auto-assurés (*self-funded*) et prévoit une économie de 22 Md$ sur dix ans pour les assurés et leurs employeurs. Les coûts de mise en conformité pour les PBM sont estimés à environ M$ la première année, puis environ 300 000 $ les années suivantes.

Les PBM ont réagi à cette publication avec scepticisme. L'association professionnelle du secteur, la *Pharmaceutical Care Management Association*, a qualifié la règle de « solution en quête de problème », arguant qu'elle ferait double emploi avec les obligations de transparence déjà prévues par le *Consolidated Appropriations Act* de 2026 (*CAA*). Elle a également contesté l'autorité légale du DOL pour imposer ces exigences et mis en garde contre une charge disproportionnée pour les PBM de taille intermédiaire.

Notant que les trois principaux PBM américains, Express Scripts (Cigna), CVS Caremark et OptumRx (UnitedHealth) couvriraient environ 80% des prescriptions aux Etats-Unis, certains

commentateurs saluent l'effort de transparence comme un levier de concurrence accrue dans le secteur, tout en soulignant qu'il ne résoudra pas à lui seul les problèmes structurels liés à la concentration du marché.

## Brèves

- Le 4 novembre, le géant du secteur de la santé et de la distribution pharmaceutique CVS Health a annoncé la scission de son groupe en deux entités distinctes. Une première entité de solutions de santé regroupera notamment l'assureur Aetna et le gestionnaire de prestations pharmaceutiques (PBM) CVS Caremark, tandis qu'une seconde couvrira les activités de pharmacie de détail et de santé de proximité (CVS Pharmacy), dont les quelques 9000 officines, la pharmacie par correspondance, MinuteClinic, et l'activité de services technologiques Health100. Selon le groupe, cette séparation doit permettre à chacune des deux entités de disposer d'une stratégie plus ciblée, d'une structure de capital indépendante et d'une plus grande agilité face à l'évolution du cadre réglementaire [voir par exemple notre article *supra* s'agissant des PBM]. La finalisation de l'opération est prévue pour le premier semestre 2028. Les observateurs du secteur ont noté que cette décision intervenait dans un contexte de pression politique bipartisane croissante contre la détention croisée de pharmacies et de PBM. L'annonce a provoqué une chute de 13% du titre CVS en séance.
- Le 3 novembre, le groupe suisse Lonza a annoncé la signature d'un accord en vue de l'acquisition de cinq sites américains de production pharmaceutique appartenant au groupe allemand Merck KGaA. Situés dans le Missouri, le Wisconsin, l'Indiana et la Californie, ces sites emploient environ 1 100 personnes et portent à neuf le nombre d'implantations industrielles américaines de Lonza, contre quatre actuellement. Ils sont spécialisés dans la fabrication de composants destinés aux traitements anticancéreux ciblés, aux thérapies géniques et aux technologies de délivrance de médicaments, notamment les conjugués anticorps-médicaments. L'opération devrait être finalisée à la mi-2027.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous ici